



Taux actuels de retard de croissance: 6.7% d'émaciation: 27.5% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale: 16.2%

Source: Gouvernement togolais (DHS, 2014)

Bons résultats

- Togo : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (PRSP 2009) accorde une grande importance à la nutrition.
- Togo : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Togo : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2013-2014.
- Togo : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Togo : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (5.84% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Togo : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (7.8% des dépenses publiques en 2014) ne correspondent pas tout à fait aux engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- Togo : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Togo : ce pays ne dispose pas de ligne budgétaire distincte pour la nutrition ; cela rend impossible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- Togo : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Togo : ce pays n'a pas consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Togo : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 61 % des enfants en 2013.
- Togo : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (63.1% en 2015) et à des installations sanitaires améliorées (11.6% en 2015) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Togo : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.

Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	5.84%	2014	19e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ¹	7.8%	2014	34e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ²	Moyen	2014	33e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ²	Moyen	2013	37e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	77.9%	2010	15e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ²	Médiocre	2016	20e ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ²	Moyen	2016	8e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ³	Dans la loi, pas dans la pratique	2011	7e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● <75% des dépenses annoncées pour la santé (Abuja) et l'agriculture (Maputo) ● >=75% <100% ● >=100%

² Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

³ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Non	2015	29e ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	61%	2013	32e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	63.1%	2015	34e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	11.6%	2015	44e
Visites médicales pour les femmes enceintes	72.7%	2014	42e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2009-2011	6e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2015	36e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2013-2014	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Non consacré dans le droit	2016	33e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays).

² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré.

[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel